



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

DÉCLARATION DU MOUVEMENT DES FEMMES ET FILLES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ AU BURUNDI (MFFPS) RELATIF À LA DÉCISION DE RENVOI DÉFINITIF DE SEPT ÉLÈVES FILLES AU LYCÉE BUSIGA

En cette période cruciale des **16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre**, nous, membres du Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité au Burundi (MFFPS), nous élevons avec indignation et tristesse face à la décision du Lycée Busiga d'exclure définitivement sept élèves filles. Cette sanction brutale, infligée à **Alice Ikorineza, Chancelline Bivakumana, Odette Ndacayisaba, Euphrasie Niyonkuru, Stéphanie Gatore, Alicia Irakoze et Divine Iragaba**, constitue un recul inquiétant pour les droits des filles dans notre pays.

Cette exclusion compromet l'avenir de ces jeunes filles, leur droit à l'éducation, et les efforts collectifs pour l'égalité des genres. Elle met en péril les avancées réalisées et nous rappelle à quel point ces acquis demeurent fragiles.

L'éducation est un droit fondamental, inscrit dans notre Constitution et dans les conventions internationales ratifiées par le Burundi. Mais au-delà d'un droit, l'éducation est une clé : une clé pour l'émancipation, pour l'autonomie, et pour briser les cycles de pauvreté et de violence. Exclure ces filles, c'est leur fermer brutalement cette porte, les condamnant à l'oubli, à l'exclusion sociale et à une marginalisation durable.

Dans un contexte où les défis sont déjà immenses pour les filles au Burundi – mariages précoces, violences basées sur le genre, pauvreté – cette décision représente une injustice qui résonne comme un cri d'alarme. Nos écoles doivent être des sanctuaires de savoir, de sécurité et de réhabilitation, pas des lieux de jugement et d'exclusion.

Conformément à l'article 45, alinéa 3, du règlement scolaire invoqué, le maraudage est passible d'un retrait de points en conduite, et non d'un renvoi définitif. Cette application disproportionnée de la sanction soulève une question fondamentale : **quel message envoyons-nous à notre jeunesse ? Que l'erreur n'est pas permise ? Que les filles doivent porter un fardeau plus lourd que les garçons pour des fautes similaires ?**

Nous appelons le ministère de l'Éducation nationale et toutes les autorités compétentes à intervenir immédiatement pour :



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

1. **Réintégrer ces sept élèves dans leur parcours scolaire.**
2. **Renforcer les capacités des conseils scolaires** pour appliquer des sanctions proportionnées et pédagogiques.
3. **Promouvoir des solutions constructives et réparatrices**, telles que le dialogue, les travaux éducatifs ou communautaires, qui permettent aux élèves de grandir et d'apprendre de leurs erreurs.

En excluant ces jeunes filles, nous trahissons non seulement leur avenir, mais aussi celui de toute une génération. Nous sapons les bases d'une société où chaque femme et chaque fille peut rêver d'un avenir meilleur.

Les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre nous rappellent que chaque acte d'injustice, chaque porte fermée, chaque opportunité refusée contribue à perpétuer les inégalités et les violences systémiques. **Exclure ces filles, c'est perpétuer ces violences.**

Nous refusons que le Burundi devienne le théâtre de reculs pour les droits des femmes et des filles. **Nous refusons que des décisions arbitraires et injustes effacent les progrès durement acquis.** Nous exigeons justice, réparation et réhabilitation.

Pour ces filles.

Pour toutes les filles.

Pour un Burundi plus juste et égalitaire.

Fait ce 4 décembre 2024

Carène Kelly INARUKUNDO

Directrice Exécutive du MFFPS